



Ministères - Services - Etablissements

Transition Ecologique,
Développement Durable,
Environnement,
Biodiversité,
Technologies Vertes,

Energie, Climat, Transports,
Infrastructures,
Risques Naturels,
Risques Technologiques,
Equipement, Logement,

Urbanisme,
Aménagement du Territoire,
Solidarité entre les
Territoires,
Renouvellement Urbain, Mer

Comité Social d'Administration Ministériel (CSAM)



A l'attention des ministres **Questions** **pour une prise de fonction**

à l'occasion du CSAM Budgétaire du 17/10/2024

1-Agente en administration centrale, en poste au SG, je ne sais plus quoi dire à mes enfants quand ils me demandent ce qu'ils doivent répondre à l'école sur le travail de leur mère. Pour quel ministère travaille-je aujourd'hui, un ministère qui puisse avoir une identité grand public au-delà de son affreux acronyme MPTD/MT2ECPR/MLRU ? Pour quelle ministre de tutelle ? Quelle ministre s'occupe de ma carrière et de ma gestion RH ?

2-Agent en DIR, j'ai été témoin il y a 10 jours du 65ème accident ayant touché en 2024 un collègue dans le cadre de ses missions d'exploitation. A quand la reconnaissance de la dangerosité de mes missions au travers de la bonification du service actif dans le calcul de la retraite, au même niveau que d'autres corporations soumises aux mêmes risques ? A quand les effectifs de titulaires et les matériels suffisants pour réaliser nos missions ? A quand la réouverture des négociations sur le plan de prévention des risques ? A quand le plan de requalification de C en B ? Et le placement des Transports dans le ministère de la Décentralisation, est-ce pour préparer la fin des DIR pour vous débarrasser de nous comme le propose le rapport Ravignon ?

3-Agente en DREAL, je constate que les missions de ma direction dépendent désormais de 3 ministres différentes. Dois-je craindre une explosion de ma direction ? Et même si non, comment est assurée la cohérence de la tutelle multi-ministériel ?

4-Agent en DDT, j'ai bien entendu les 3 priorités du nouveau ministre de l'Intérieur « rétablir l'ordre, rétablir l'ordre, rétablir l'ordre ». Considérant que les DDT n'ont aucun lien avec ces « différentes priorités », je ne comprends pas la cohérence que le ministre de l'Intérieur assure le pilotage des DDI. Avez-vous prévu d'intervenir pour porter le retour de ce pilotage à Matignon ?

5-Agente au CEREMA, je constate que la dotation pour service public ne couvre plus les salaires des agents de l'Etablissement. M'assurez-vous que je pourrai encore avoir un déroulement de carrière normal en y restant, voire si j'ai l'assurance d'être payée jusqu'à la fin de l'année ?

6-Prévisionniste à Météo-France, j'ai subi les effets d'un plan social qui n'osait dire son nom depuis 15 ans pour préparer la mise en place de l'automatisation des prévisions. Aujourd'hui, je dois assumer les effets criants de ses dysfonctionnements prévisibles et avérés. Qu'avez-vous prévu de faire pour remettre de l'humain dans la chaîne ? Et

comme une partie des agents de Météo-France, je suis en service posté avec des horaires atypiques (travail de nuit en l'occurrence), à quand une reconnaissance de la pénibilité de mes missions à l'instar de mes collègues officiers de port, agents des affaires maritimes, inspecteurs de l'Environnement ?

7-Agente à l'OFB, je constate que mon établissement n'a pas été retenu pour expérimenter la semaine « en 4 jours », alors même que les composantes ayant alimenté sa fusion constitutive en bénéficieraient historiquement. Avant même de savoir quelle seront les enseignements de l'expérimentation, pourquoi ne pas réintroduire la semaine de 4,5 jours dans le règlement intérieur ministériel (comme cela existe en DDI) ? Cela ne coûterait rien et apporterait un peu de bonne humeur dans les services et EP. Et on en a bien besoin en ce moment pour faire face aux effets des dysfonctionnements de l'administration...

8-Agent en service territorial de l'Etat, je subis les réductions de crédits du budget du ministère de l'Intérieur qui supporte l'ensemble du fonctionnement courant de ma direction. Interdiction de déplacement, arrêt d'achats de fournitures, restrictions de formations, menace de télétravail imposé pour fermer les locaux par défaut de paiement du chauffage, avez-vous prévu d'intervenir pour rétablir la situation budgétaire ?

9-Agente à VNF, je constate que l'imposition qui m'est faite de basculer dans un système de protection sociale complémentaire start-upisée s'accompagne pour moi et ma famille d'une augmentation de mes cotisations de plusieurs centaines d'euros par an. Qu'avez-vous prévu pour traiter ce sujet particulier des ayants-droits, ou que pouvez-vous me proposer ainsi qu'aux 7300 agents qui ont signé une pétition pour y échapper à part la démission ou la mutation dans un autre ministère ?

10-Agent en DEAL, je subis les effets de la mise en place des SGCD placés en préfecture, ayant déshumanisé la gestion RH des agents. Avec à la clé la multiplication des erreurs de paie, de gestion de carrière. Quelle action comptez-vous conduire pour que la chaîne RH

ministérielle soit rétablie ?

11-Agente dans une agence en charge de l'instruction et de la délivrance d'aides aux particuliers et aux collectivités, je subis comme une souffrance au travail d'être désavoué dans les engagements pris en direct auprès d'eux par suppression de crédits. Comment pouvez-vous assurer à l'avenir la crédibilité de l'État et de ses agents ?

12-Agent en DIRM, j'ai cru comprendre par la presse spécialisée que les crédits des affaires maritimes seraient amputés de 100 millions d'euros en 2025, soit une baisse de 30 % par rapport à 2024. Après avoir abandonné la reconnaissance des compétences particulières des personnels portant ces politiques par fusions dogmatiques, aligner par le bas nos rémunérations à sujétions équivalentes, refuser de reconnaître la pénibilité de nos missions, le projet est-il maintenant d'abandonner les missions du ministère sur la Mer ?

13-Agente du pôle ministériel non cadre supérieur, je constate la dégradation continue de mon pouvoir d'achat depuis 15 ans. Au delà des solutions à apporter au niveau de la Fonction Publique, qu'avez-vous prévu en termes de mesures catégorielles et de plans de requalification ? Et qu'avez-vous prévu pour retrouver la transparence des décisions de promotions, la seule information qui m'est portée alors que je suis promouvable mais non promue étant « c'est comme ça ». Mes représentants devraient pouvoir disposer des éléments pour me conseiller pour la suite de mon parcours.

14- Inscrit aux épreuves du concours national à affectation locale pour le recrutement de techniciens supérieurs du développement durable en 2024, j'ai été contraint de ne choisir qu'une seule région d'affectation. Pourtant volontaire pour m'investir pour relever les enjeux de vos ministères quel que soit mon lieu de début de carrière, je n'ai pas été reçu au concours en raison du faible nombre de postes offerts dans la région concernée. Que comptez-vous faire pour permettre l'année prochaine à des candidats comme moi de pouvoir avoir accès à l'ensemble des postes de TSDD proposés au niveau national ?